

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet OPERATION LES FABRIQUES sur la commune principale Marseille 13015.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 27/10/2022, présenté par LINKCITY SUD-EST , enregistré sous le n° **DIOTA-220805-161041-969-018** et relatif à OPERATION LES FABRIQUES ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**LINKCITY SUD-EST**  
18 RUE GENERAL MOUTON DUVERNET  
  
69003 LYON 03

concernant :

### **OPERATION LES FABRIQUES**

dont la réalisation est prévue à :

- Marseille 13015

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits	5.000	5.000	D	Piézomètres étude préliminaire et puits à

		ou d'ouvrage souterrain,				créer en phase travaux
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	185 000.000 m3	185 000.000 m3	D	Volume annuel maxi sur phase d'épuisement de fouille

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 27/12/2022** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activité, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-220805-161041-969-018**

**Le code postal du projet (commune principale) est : Marseille 13015**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

#### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

## Récapitulatif

### Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)

2 - Déclarant(s)

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat-DLE.pdf - fichier supprimé.**

### 3 - Localisation

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

### 5 - Documents

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

### 6 - Plans

Fichier supplémentaire : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_DLE-TRAVAUX cis convention rejet.pdf - fichier modifié.**

## 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **OPERATION LES FABRIQUES**

Numéro d'AIOT : **0100004850**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Déclarant**

**Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **34315615400167**

Raison sociale : **LINKCITY SUD-EST**

Forme Juridique : **Société en nom collectif**

### Adresse en France

**18 RUE GENERAL MOUTON DUVERNET**

**69003 LYON 03**

### Signataire

Nom : **COZ**

Prénom : **Hélène**

Qualité : **Directrice Adjointe de Programme**

Téléphone fixe : + **33 413641818**

Téléphone portable : + **33 760476820**

Adresse email : **h.coz@linkcity.com**

### Déclarant ( Personne morale ) N° 2

N° SIRET : **56209154600605**

Raison sociale : **BOUYGUES IMMOBILIER**

Forme Juridique : **SAS, société par actions simplifiée**

### Adresse en France

**GRAND LARGE**

**7 BD DUNKERQUE**

**13002 MARSEILLE 02**

### Signataire

Nom : **CLAVERIE**

Prénom : **Karol**

Qualité : **Directeur Production**

Téléphone fixe : + **33 496117800**

Téléphone portable : + **33 616841036**

Adresse email : **k.claverie@bouygues-immobilier.com**

### Référent

Nom : **COZ**

Prénom : **Hélène**

Fonction : **Directrice adjointe de programmes**

Téléphone fixe : + **33 413641818**

Téléphone portable : + **33 760476820**

Adresse email : **h.coz@linkcity.com**

### Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **h.coz@linkcity.com**

### 3 - Localisation

#### Adresse du projet

Code postal et commune : **13015 Marseille**

Numéro et voie ou lieu dit : **99 Rue de Lyon**

#### Géolocalisation du projet

X : **892002**

Y : **6250400**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **fichier-parcelles-FABRIQUES.csv**

### 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Oui**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Non**

#### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain,	5.000	5.000	D	Piézomètres étude préliminaire et puits à créer en phase travaux
1.1.2.0	2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	185 000.000 m3	185 000.000 m3	D	Volume annuel maxi sur phase d'épuisement de fouille

#### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

### 5 - Documents

Résumé non technique : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_DLE-TRAVAUX-Résumé NT.pdf**

Document d'incidences : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_DLE-TRAVAUX-Déclaration.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_DLE-NATURA 2000.pdf**

## 6 - Plans

Eléments graphiques, plans ou cartes du projet : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_Annexes.pdf**

Fichier supplémentaire : **16MG277Eg\_22CGc080Ab\_DLE-TRAVAUX cis convention rejet.pdf**

Précisions : **Bonjour Madame Herbaut, Bonjour Monsieur Grandjacquet, Je fais suite à votre demande de pièces complémentaires transmise par courrier en date du 5 octobre 2022, concernant ce dossier de déclaration dossier loi sur l'eau (DIOTA – 220805 -161041-969-018 ) pour vous transmettre via cette plateforme la convention de rejet signée avec la SERAMM pour le rejet de ces eaux d'exhaure. Je n'ai pas trouvé d'emplacements pour mettre les pièces complémentaires, donc j'ai mis à jour le fichier appelé "fichier supplémentaire", avec le dossier DLE inchangé, mais auquel j'ai ajouté à la fin du fichier la convention de rejet signée avec la SERAMM. Je vous remercie de votre retour au plus vite, car le lancement est travaux est prévu le 10 novembre.**



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Christine HERBAUT  
Tél : 04.84.35.42.65

Marseille, le **02 NOV. 2022**

DIOTA-220805-161041-969-018

Monsieur,

Je vous informe que le dossier de déclaration que vous avez présenté au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement le 5 août 2022 et complété le 5 octobre 2022 concernant le **projet opération les Fabriques sis 99 rue de Lyon sur la commune de Marseille (13015)** a été jugé complet régulier au titre de la police de l'eau par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer dans son rapport du 28 octobre 2022.

Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier.

Je vous précise que cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau

**GILLES BERTOTHY**

**Monsieur le représentant de  
la société LINKCITY SUD-EST  
18 rue Général Mouton Duvernet  
69003 LYON 03**

*Copie : Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Mer Eau et Environnement*